

Pouvoir d'achat : un grand pschitt...

dimanche 30 septembre 2007, par [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2007).

« Il » (Sarkozy) l'avait promis, juré : « *Vous travaillerez plus, mais vous gagnerez plus.* » Dans son discours du 18 septembre, il s'est même permis des accents de « gauche », dénonçant « *la précarité et la pauvreté au travail* ». Les pauvres, mais lesquels ? Pas les smicards, auxquels il a refusé un coup de pouce, et dont il estime que leur salaire progresse « fortement » ! Tellement même que cela écrase les autres, nivelés « par le bas ». Il en profite donc pour menacer le Smic national, et remettre le débat sur son niveau entre les mains d'une « *commission indépendante* ». D'ici à ce que celle-ci conclue à la nécessité d'un Smic annualisé (vieux rêve du Medef), ou régionalisé, il n'y a qu'un pas. Le Smic est donc menacé.

Mais il y a plus. La mesure emblématique de Sarkozy, la réforme des heures supplémentaires est peut-être en train d'apparaître pour ce qu'elle était : une gigantesque supercherie. Le 1^{er} octobre, le décret d'application de la loi exonérant les heures sup' de charges fiscales et sociales devrait entrer en vigueur. Mais, à quelques jours de la date, il n'y a toujours pas de décret ! Le *Parisien* du 24 septembre publie un dossier accablant sur l'usine à gaz des heures supplémentaires : « *Les directions des ressources humaines [DRH] s'arrachent les cheveux.* » Les cas de figure sont d'une complexité inouïe : les nouvelles feuilles de paie ne sont pas prêtes, les heures sup' risquent d'être peu nombreuses (conjoncture morose), et ce sont les patrons qui décident, pas les salariés !

Les PME, qui devraient payer plus, sont mécontentes, les cadres sont lésés parce que leurs heures sup' ne sont pas comptées (forfaits annuels), et les salariés qui bénéficiaient, sous condition de revenus, de la prime pour l'emploi (PPE) risquent de la voir dorénavant supprimée. « Le climat social risque de se dégrader », prédit un expert-comptable. Un nouveau réseau, l'Observatoire unitaire des politiques sociales (Oups), qui mobilise des chercheurs antilibéraux, envisage prochainement une conférence de presse pour crever la baudruche Sarko.

P.-S.

* Rouge n° 2220 du 27 septembre 2007.